

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Variétés

Journal de la société statistique de Paris, tome 25 (1884), p. 77-80

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1884__25__77_0

© Société de statistique de Paris, 1884, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

V.

VARIÉTÉS.

1. — *Le crédit et les associations ouvrières.*

Le Gouvernement vient de publier les deux volumes de l'enquête extraparlementaire sur les associations ouvrières à Paris. C'est un document du plus haut intérêt à tous les points de vue. Il établit que les associations ouvrières ont pris, depuis quelques années, sans le concours de l'État et en dehors de son influence, une extension considérable; que la plupart d'entre elles proviennent de la nécessité de résister aux grèves organisées par des manœuvres politiques; que presque toutes sont prospères et ont devant elles un bel avenir. Il y a là une amélioration sérieuse de la condition des ouvriers; par suite, une garantie importante en faveur de l'ordre social.

Avec quelles ressources, par quels moyens financiers les associations ouvrières se sont-elles constituées? Comment sont-elles parvenues à faire face à leurs opérations? C'est certainement l'une des questions les plus intéressantes auxquelles l'enquête permet de répondre.

On sait à quelles accusations et à quelles illusions a donné lieu l'idée que le manque de crédit était la raison principale de l'extrême difficulté éprouvée par les ouvriers pour faire vivre les associations qu'ils ont essayé, à divers reprises, de fonder. Il semblait que le crédit était une sorte de pouvoir magique, capable de tout soutenir à lui seul et de faire sortir de terre, tout apprêtée pour les ouvriers, une ère nouvelle de bonheur universel. On sait aussi combien ont été pénibles les conditions des premières associations ouvrières, malgré le concours qu'elles ont obtenu soit de l'État, soit des établissements de crédit. En 1848, 27 associations se constituèrent avec l'aide de l'État. Il n'en subsiste aujourd'hui que trois. Toutes les autres ont dû liquider.

En 1866, un groupe important, dans lequel on comptait M. Léon Say, M. Jules Simon, M. Germain, M. Halphen, M. Vernhes, et qui avait l'appui de la Banque de France, a fondé la *Caisse d'escompte des associations populaires*. Un grand nombre d'associations ouvrières furent soutenues par cette caisse. Néanmoins l'entreprise n'a pas été heureuse. La Caisse d'escompte a dû liquider, malgré le concours de la Banque de France.

Depuis, l'idée de venir en aide aux associations ouvrières a été reprise par un établissement fondé sous le patronage de la *Société des dépôts et comptes courants*: la *Caisse centrale populaire de crédit et d'épargne*, au capital de 50 millions.

Si l'on ouvre le premier volume de l'enquête sur les associations ouvrières, on reconnaît tout de suite la présence et l'action de la *Caisse centrale populaire*, mais on constate, en même temps, que les associations puissantes, telles que celles des charpentiers et des typographes, ont refusé tout concours, et qu'en général ce concours n'a été utile qu'aux associations secondaires. On constate également que ce concours est très onéreux. Ainsi, la *Caisse centrale populaire* est intervenue, en général, pour avancer aux associations les capitaux dont elles ont besoin pour leurs cautionnements dans les adjudications publiques. Eh bien, la *Caisse centrale populaire* exige un intérêt de 8 p. 100 lorsque les associations ne reçoivent que 3 p. 100; c'est un intérêt très élevé, presque excessif.

Mais il y a mieux : la *Caisse centrale populaire* ne fait des avances qu'aux associations qui deviennent ses actionnaires. (Voir pages 183, 336 et 339 de l'Enquête.)

Cette dernière condition nous paraît un abus, car il semblerait en résulter que le capital de la *Caisse centrale populaire* n'est pas souscrit par des actionnaires véritables. Quelle est, en effet, la banque sérieuse qui tient à la disposition permanente de ses clients un stock d'actions qu'elle écoule au moyen de ses escomptes ? Est-ce là une situation régulière ? et ces souscriptions d'actions *in extremis* sont-elles légales ? En tout cas, elles sont une nouvelle charge pour les associations ouvrières, et elles élèvent à une proportion plus que regrettable le taux de l'intérêt qu'elles subissent.

Ainsi, dans le passé comme dans le présent, le crédit n'est pas l'instrument essentiel qui peut suffire à faire vivre les associations ouvrières. La *Caisse centrale populaire* ne fera pas mieux que ses devanciers ; peut-être fera-t-elle moins bien.

C'est ce qu'ont parfaitement compris les charpentiers, les typographes, les lithographes et bien d'autres.

D'où sont donc venues les ressources indispensables ?

D'eux-mêmes, d'eux seuls.

C'est ce que leur avait annoncé, il y a un siècle, *Franklin*, et après lui *Schulze-Delitzsch*, le promoteur des banques populaires et des associations ouvrières en Allemagne (1).

Ce n'est, au fond, qu'au moyen de leurs épargnes et d'un accroissement de travail que les associations ouvrières peuvent prospérer. C'est ce qu'a établi, en termes saisissants, M. Castel, directeur des ouvriers charpentiers-compagnons de la Villette, dans sa déposition, la plus importante de toutes celles reçues dans l'enquête. L'ouvrier associé fournit, selon lui, 33 p. 100 de travail de plus que l'autre. Voilà le fondement économique du succès des associations ouvrières, et l'on en trouve la preuve dans l'enquête elle-même. Le directeur des ouvriers sculpteurs constate que quelques ouvriers s'imaginent, au contraire, que l'association doit diminuer leur labeur. Il est clair que les caisses de crédit ne peuvent rien pour eux, puisqu'elles prélèvent elles-mêmes 10 p. 100 au moins pour leur concours.

L'enquête confirme donc les données de la science. Le crédit gratuit étant une chimère que personne n'a encore rencontrée, les ouvriers doivent le payer et ils le paient fort cher, trop cher pour le succès de leurs associations. Ils ne doivent donc pas y avoir recours. Ils ne doivent compter que sur eux-mêmes, sur eux seuls, et ils doivent savoir que si les associations leur offrent des moyens certains d'améliorer leur condition, elles exigeront d'eux des efforts de volonté et de travail plus persévérants et des qualités morales d'ordre supérieur. C'est quand ils auront renouvelé leurs efforts et montré ces qualités que le crédit leur viendra par surcroît, car le crédit n'a jamais été et ne sera jamais qu'un surcroît.

Ce sont ces vérités que les membres des *Trade's Unions* qui sont venus assister au congrès international ouvrier, réuni en juin dernier à Paris, ont essayé de faire comprendre à leurs camarades de France, d'Italie et d'Espagne. Vous ne ferez rien, leur ont-ils répété dans les comités privés comme dans les réunions publiques, avec

(1) A cet effet, nous avons appris de l'honorable M. Jules Dumond, questeur de la Société d'économie politique de Lyon, que les ouvriers de Lyon étaient entrés dans la voie de conserver et d'employer leurs épargnes, et qu'ils étaient bien décidés à fonder prochainement des banques populaires à Lyon. Il n'y a pas, en France, de milieu mieux approprié que Lyon, par la nature de ses industries et de ses ouvriers, à l'établissement de banques populaires.

la menace et la violence. Le fusil ne vous fournira pas de pain. Vous n'avez à compter que sur vous-mêmes.

Le second volume de l'enquête ne présente pas le même genre d'intérêt que le premier. Dans le premier, on est au milieu des ouvriers, de leurs associations, de leurs efforts; on assiste à leurs succès ou à leurs revers, ces derniers heureusement fort rares. Dans le second, on se trouve en présence des Sociétés qui ont organisé, sous des formes différentes, la coopération de l'ouvrier, sa participation aux bénéfices; c'est une tout autre direction, qui a une importance supérieure dans la grande industrie, où domine l'importance des capitaux; mais, dans la moyenne et dans la petite industrie, le travail domine. C'est là que les ouvriers peuvent le mieux s'associer; c'est là que le crédit peut leur être utile; c'est là qu'ils peuvent avoir intérêt à fonder des banques populaires.

Les ouvriers n'arriveront au crédit que par l'épargne, et quand ils posséderont le crédit, basé sur le capital, ils devront se cantonner sévèrement dans la petite et dans la moyenne industrie. Ceux d'entre eux qui préfèrent la grande industrie doivent profiter des avantages que les grandes sociétés leur offrent, afin de s'assurer leur concours. Il y a deux situations différentes et par suite deux solutions.

Statistique de l'enquête sur les associations ouvrières.

ASSOCIATIONS.	CAPITAL		ASSOCIÉS.	ÉPOQUE.
	souscrit.	versé.		
Ébénisterie parisienne.	70,000	20,000	150	»
Ouvriers facteurs de pianos.	200,000	200,000	18	1849
Ouvriers menuisiers en sièges	1,700	1,700	17	1848
L'Avenir (ameublement).	32,000	15,000	64	»
Les ébénistes.	5,000	5,000	4	»
Union des facteurs de pianos.	»	5,000	»	»
Ouvriers charpentiers de la Seine	10,000	10,000	53	»
Ouvriers charpentiers de la Villette	100,000	100,000	192	1882
Le Travail-Peinture	7,200	5,400	9	1882
Ouvriers peintres de Paris	7,300	7,300	17	1880
L'Union, peintres en bâtiments	7,000	»	7	»
Ouvriers cimentiers.	6,500	5,000	32	1882
Union des sculpteurs de Paris.	24,500	7,000	29	1881
Ouvriers paveurs de la Seine	18,000	6,200	30	1883
Ouvriers opticiens	120,000	85,000	6	1864
Lunetiers	2,240,000	1,270,000	66	1849
Facteurs en musique	70,000	70,000	15	»
Ouvriers ferblantiers	170,000	95,000	85	1868
La Sellerie parisienne.	22,000	6,000	110	1883
Ouvriers jardiniers	15,000	5,500	28	»
Ouvriers tailleurs.	100,000	97,000	193	1863
Ouvriers vanniers.	2,000	1,700	17	»
Artistes peintres décoratifs.	160	»	16	»
Journal officiel.	5,600	5,600	28	1881
Ouvriers typographes	400,000	200,000	1,500	1869
Coopérateurs typographes	10,000	7,000	25	1882
Ouvriers en limes.	150,000	»	25	1848
Bijoutiers en doublé	25,000	19,000	160	1882
Teinturiers en soie	10,000	2,000	10	1881
Ouvriers lithographes	332,000	119,000	250	1866
Tailleurs en limes.	20,000	20,000	5	1867
Bijouterie en doré	25,000	7,600	18	1881
Cochers	450,000	325,000	100	1872
Bijoutiers en or	30,000	9,000	20	1882

Fournier de Flaix.

2. — Statistique des accidents de chemins de fer.

Les chiffres en caractères gras comprennent les trains de marchandises et les trains de matériaux.

Nous extrayons du Bulletin du ministère des travaux publics la statistique suivante des accidents sur les chemins de fer d'intérêt général en 1881 :

COMPAGNIES.	NOMBRE de trains mis en circulation pour le service des voyageurs.	NOMBRE d'accidents de trains.	RAPPORT entre le nombre des accidents de trains et le nombre des trains mis en circulation.	NOMBRE de voyageurs transportés.	NOMBRE de voyageurs		RAPPORT entre le nombre des voyageurs tués par le fait de l'exploitation et le nombre des voyageurs transportés.	RAPPORT entre le nombre des voyageurs blessés par le fait de l'exploitation et le nombre des voyageurs transportés.
					tus par le fait de l'exploitation.	blessés par le fait de l'exploitation.		
Nord	247,202 537,728	14	1 17,658 1 38,409 1	26,469,703	2	17	1 13,234,851	1 1,557,041
Est.	272,685 479,329	12	22,724 1 39,944 1	28,264,577	2	47	1 14,132,288	1 601,374
Ouest.	336,750 465,096	7	48,393 1 66,442 1	44,809,538	»	3	»	1 14,936,513
Orléans.	297,353 444,846	6	49,550 1 74,141 1	17,641,468	»	»	»	»
P.-L.-M.	302,457 648,347	23	13,150 1 28,189 1	32,952,877	21	138	1 1,569,185	1 238,789
Midi	124,886 199,913	7	17,841 1 28,599 1	11,238,716	»	36	»	1 312,187
État	89,898 135,320	8	11,237 1 16,915 1	6,791,779	»	41	»	1 165,653
Autres chemins.	133,272 279,145	1	133,272 1 279,145	11,560,939	»	»	»	»
Totaux et moyennes . . .	1,804,503 3,189,724	78	23,135 1 40,894	179,729,597	25	282	1 7,189,184	1 637,339

Il résulte de ces chiffres, qu'il y a eu environ 4 voyageurs tués et 40 voyageurs blessés, le tout par 1 million de voyageurs transportés. (*Bull. des Tr. publ., 1883.*)